



PRIMATURE

CONFERENCE ANNUELLE

SUR LES STRATEGIES DU GROUPE DE LA BAD EN

MATIERE DE GOUVERNANCE EN AFRIQUE

**ALLOCUTION DE MONSIEUR CIRE ALY BA, DIRECTEUR DE CABINET
DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,
le 18 Octobre 2010, Hôtel Savana, Dakar, Sénégal.**

- **Honorables représentants du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Conseil Economique et Social,**
- **Excellence Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,**
- **Monsieur le Directeur de l'Institut Africain de la Gouvernance,**
- **Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Africaines,**
- **Mesdames, Messieurs, chers invités.**

En venant présider, au nom de Monsieur le Premier Ministre empêché, cette première conférence annuelle de l'Institut Africain de Gouvernance (IAG) sur « Les transformations Economiques et Sociales en Afrique », je m'acquitte d'un agréable devoir.

D'abord, parce que Monsieur le Premier Ministre accorde beaucoup d'intérêt à votre Institut, et apprécie à sa juste valeur, l'honneur que vous lui faites, en l'invitant à parrainer ce premier cycle de conférences.

Ensuite, parce que la rencontre de ce matin, consacrée à une réflexion sur les Stratégies de gouvernance du Groupe de la BAD en Afrique, intervient dans un contexte particulier de renouvellement du Fonds Africain de Développement 12 (FAD 12), dont il importe de partager l'information, pour en permettre l'appropriation par les décideurs et les acteurs économiques Africains.

Enfin, il convient de noter l'importance de ces conférences annuelles, qui doivent permettre aux décideurs africains, aux experts et praticiens de la gouvernance, aux partenaires au développement, de

partager et d'échanger sur les enjeux de la gouvernance, pour mieux faire face aux défis du développement.

Comme le soulignait le Président du Groupe de la BAD, **Son Excellence Monsieur Donald Kaberuka**, dans une déclaration récente, *'(...) L'Afrique sera en 2030 aussi peuplée que la Chine et l'Inde aujourd'hui. Nous avons donc besoin d'une Afrique prospère, stable, intégrée et qui prenne toute sa place dans la gouvernance mondiale'*.

Et j'ajouterai avec insistance que, c'est donc **aujourd'hui** que les peuples et sociétés d'Afrique doivent reprendre leur destin en main. Nous avons besoin d'institutions fortes, pouvant aider à mieux saisir la portée des transformations économiques et sociales, et à prendre en compte les mutations en cours dans le monde.

Ce constat invite à une gouvernance de développement, qui inclut la bonne gouvernance, et la croissance économique soutenue de l'Afrique.

Mesdames, Messieurs,

En cette année charnière pour nombre de pays Africains qui célèbrent leurs cinquante ans d'indépendance, bilans et perspectives nous interpellent.

La conférence de ce jour m'apparaît donc particulièrement importante et nécessaire, en ce qu'elle crée les conditions d'un dialogue approfondi et de haut niveau, entre experts et hommes politiques, sur l'importance d'une gouvernance économique et financière appropriée, pour un développement effectif des peuples et sociétés d'Afrique.

La gouvernance économique et financière en Afrique, jusqu'à présent caractérisée par la dimension exogène de ses contenus et schémas d'action, aboutit de fait à une faible appropriation par les populations, des institutions et politiques mises en œuvre dans de nombreux pays. Cette situation explique aussi le paradoxe de nombre de pays Africains riches, mais dont la croissance et le développement effectif tardent à se réaliser.

Une des clés de sortie de ce contexte réside indiscutablement dans la volonté des Africains de se réappropriier la définition de leur projet de développement économique et social. L'Afrique doit concevoir de nouvelles formes de gouvernance économique et financière, qui répondent aux aspirations des différents acteurs.

Il s'agit de définir, par des processus de dialogue et de négociation inclusifs à partir du niveau local, un ensemble de règles et de dispositifs institutionnels articulant les échelles de gouvernance, et fondés sur des valeurs, des pratiques et des principes connus, reconnus et acceptés par tous.

De tels « contrats » entre les gouvernants et la société, sont les clés pour restaurer la confiance, réduire la corruption et le clientélisme, et s'accorder sur les règles d'une gouvernance de développement. Il s'agit en définitive de redéfinir les rôles et responsabilités des différentes institutions et acteurs, pour redonner une légitimité à l'Etat, responsabiliser la société civile et le citoyen, afin de permettre, in fine, une croissance durable.

Cette **refondation de la gouvernance économique et financière en Afrique** exige des transformations profondes des attitudes et aptitudes des acteurs nationaux, mais aussi des partenaires au développement.

Elle suppose des mécanismes de dialogue novateurs, des expérimentations politiques et sociales définies par les Africains et pour les Africains, avec leurs partenaires au développement, dans une relation de confiance renouvelée.

Elle devra prendre en compte de nombreuses dynamiques porteuses en matière de gouvernance économique et sociale, qui se manifestent à plusieurs niveaux dans le Continent, mais qui restent souvent inconnues et peu reliées.

Mesdames et Messieurs,

La République du Sénégal, **sous la Haute Autorité de Son Excellence Maître Abdoulaye Wade**, fait sienne l'obligation pour nous Africains, d'assurer le développement économique et social du Continent dans un environnement de paix et de sécurité, et dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine. Le partenariat consolidé entre la Bad et la République du Sénégal, dans les domaines des infrastructures, des transports, du financement des PME-PMI, est là pour en témoigner.

Ce partenariat a vocation à se développer et à se renforcer avec l'adoption du FAD 12 et l'entrée en vigueur de la phase II du Programme National de Bonne Gouvernance de la République du Sénégal.

Nous y travaillerons avec toute la vigueur nécessaire.

Mesdames et Messieurs, Chers invités,

Vous me permettrez avant de conclure, d'introduire le premier intervenant du cycle de conférences annuelles de l'IAG, **Son**

Excellence Monsieur Mohamed H'Midouche, Représentant Résident Régional de la BAD, un ami du Sénégal, connu pour son engagement pour la bonne tenue des relations étroites de Coopération entre notre pays et son Institution.

Je vous remercie de votre bien aimable attention.